



RAPPORT RELATIF A LA DEUXIEME REUNION DU COMITE DE PILOTAGE POUR LA COLLABORATION TRANSFRONTALIERE POUR LE COMPLEXE FORESTIER DE TAÏ-GREBO-SAPO ENTRE LA COTE D'IVOIRE ET LE LIBERIA

Elaboré par
La Forestry Development Authority du Libéria
Le Programme des Nations Unies pour l'environnement-Partenariat pour la survie des grands singes
La Wild Chimpanzee Foundation.

Juin 2014

Sommaire

Liste des sigles et abréviations	3
Résumé	6
Introduction.....	8
Termes de Référence de la Deuxième Réunion du Comité de Pilotage (RCP)	9
Programme de la Deuxième Réunion du Comité de Pilotage.....	9
Progrès réalisés depuis la Première Réunion du Comité de Pilotage	10
Mise à jour de la Matrice d'Actions Urgentes	11
Mise à jour des Comités Techniques et les Plateformes	18
Comité pour la Législation et l'Application de la Loi.....	19
Comité pour l'Utilisation des Terres et leur Valorisation	22
Comité pour le Développement de Paiements des Services Environnementaux.....	25
Plateforme pour la Prévention et la Résolution des Conflits.....	28
Autres sujets discutés.....	29
Actions Cibles développées lors de la Deuxième Réunion du Comité de Pilotage.....	29
Conclusion et perspectives	32

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

AWF	African Wildlife Foundation
AP	Aire Protégée
BMZ	Ministère Fédéral Allemand de la Coopération économique et du Développement
FC	Forêt Classée
CI	Côte d'Ivoire
CIPEXI	Compagnie Ivoirienne de Promotion pour l'Exportation et l'Importation
ELI	Environmental Law Institute
UE-FAO	Union Européenne - Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture
FCPF	Fonds de partenariat du carbone forestier
FCC	Forêt Classée du Cavally
FCGD	Forêt Classée de Goin-Débé
FDA	Forestry Development Authority (Autorité de développement forestier, Libéria)
FFI	Fauna and Flora International (Faune et Flore International)
FLEGT	Application des Règlements Forestières, Gouvernance et Echanges Commerciaux
FMC F	Forest Management Contract (Contrat de Gestion Forestière) F
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Agence de Coopération Internationale Allemande pour le Développement)
ICCWC	Consortium International De Lutte Contre La Criminalité Liée Aux Espèces Sauvages
IISD	Institut International pour le Développement Durable
ITTA	Accord international sur les bois tropicaux
UICN	Union Internationale pour la Conservation de la Nature

KfW	Kreditanstalt für Wiederaufbau (Etablissement de Crédit pour la Reconstruction)
DG	Directeur Général
MinEF	Ministère des Eaux et Forêts de Côte d'Ivoire
MTME	Ministère des Terres, des Mines et de l'Energie au Libéria
UFM	Union du Fleuve Mano
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PN	Parc National
OIPR	Office Ivoirien des Parcs et Réserves
PSE	Paiements pour services environnementaux
PNPG	Parc National Proposé de Grebo
REDD+	Réduction des Emissions liées à la Déforestation et à la Dégradation des forêts
CP	Comité de Pilotage
RCP	Réunion du Comité de Pilotage
SODEFOR	Société de Développement des Forêts (Côte d'Ivoire)
STBC	Société de Transformation de Bois du Cavally
CT	Comité Technique
TGS	Taï-Grebo-Sapo
CFTGS	Complexe Forestier de Taï-Grebo-Sapo
PFNL	Produits Forestiers Non Ligneux
PNT	Parc National de Taï
TdR	Termes de référence
UNEP-GRASP	Programme des Nations Unies pour l'Environnement-Partenariat pour la Survie des Grands Singes
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture

USAID	Agence Americaine pour le Développement International
WCF	Wild Chimpanzee Foundation (Fondation pour les Chimpanzés Sauvages)
WWF	World Wide Fund for Nature (Fonds Mondial pour la Nature)

RESUME EXECUTIF

La deuxième réunion annuelle du Comité de Pilotage s'est tenue les 3 et 4 juin 2014 à l'hôtel Bella Casa de Monrovia au Libéria. Cette réunion a été financée par UNEP-GRASP et le BMZ (Fonds du Gouvernement Allemand à travers WWF/WCF) et a été organisée par la Forestry Development Authority du Libéria et la Wild Chimpanzee Foundation. L'objectif de la réunion était de réunir différents organismes gouvernementaux, les ONGs et autres organisations pour travailler ensemble à la collaboration transfrontalière pour le Complexe Forestier de Taï-Grebo-Sapo (CFTGS) situé entre la Côte d'Ivoire et le Libéria. Cette réunion a rassemblé les organismes responsables de la gestion des parcs et réserves du gouvernement libérien (Forest Development Agency, FDA), du gouvernement ivoirien (l'Office Ivoirien des Parcs et Réserves, OIPR, et la Société de Développement des Forêts, SODEFOR), des représentants d'ONGs basées au Libéria (Fauna and Flora International, FFI) et en Côte d'Ivoire (Wild Chimpanzee Foundation, WCF) et des bailleurs de fonds/partenaires techniques et financiers (Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit, GIZ). Dr Johannes Refisch (Programme des Nations Unies pour l'Environnement-Partenariat pour la Survie des Grands Singes, UNEP-GRASP) était le facilitateur de la réunion qui a été présidée par le Directeur Général de la FDA. Le Ministre adjoint des Affaires Etrangères (Elias Shoniyin) a officiellement déclaré la réunion ouverte, et ses collègues du Ministère des Affaires Etrangères, du Ministère de l'Intérieur, du Ministère de la Justice et du Ministère de l'Agriculture du Libéria ont présenté quelques brèves observations au nom de leurs ministères respectifs.

Pendant la réunion, la FDA, l'OIPR, la SODEFOR, le FFI et la WCF ont fait le point des progrès réalisés au cours de la dernière année en ce qui concerne les buts et objectifs de l'initiative transfrontalière. Dr Johannes Refisch a résumé les résultats de la première réunion du Comité de Pilotage et les décisions relatives a) au fonctionnement de la plateforme pour la collaboration transfrontalière et b) à la feuille de route générale pour le développement d'un plan transfrontalier. Les participants se sont accordés sur le fait que le développement complet d'un plan transfrontalier nécessite du temps, et ils ont également convenu que des actions urgentes et un appui financier sont nécessaires. Un certain nombre d'activités urgentes a été identifié lors de la première réunion du Comité de Pilotage. Cette matrice d'actions urgentes a été mise à jour. Au vu du changement de l'environnement et de l'évolution du contexte, il était nécessaire d'ajouter de nouvelles actions urgentes et de confier la responsabilité de ces actions aux organismes les plus appropriés.

Le Comité de Pilotage donnera des directives sur les procédures en général, tandis que des comités techniques seront mis en place, afin de surveiller et superviser les opérations techniques et le travail à intervalles de temps réguliers. Une première réunion des comités techniques pour la législation, la planification et l'utilisation de terres incluant le travail sur la mise en place du corridor et les incitations économiques aura lieu avant la fin de l'année 2014. La résolution de conflits a été identifiée comme un problème trans-sectoriel et une réunion de la plateforme pour

la résolution des conflits sera organisée durant la même période. Le Comité de Pilotage s'est prononcé sur les organismes responsables de chaque comité, les éventuels consultants pour aider chaque comité, ainsi que les éventuelles opportunités de financement futur pour chaque comité, afin de leur permettre d'atteindre leurs objectifs. La KfW a terminé une étude de faisabilité du corridor. La KfW n'ayant pas été représentée lors de cette réunion, la GIZ a proposé de la contacter pour l'informer des échanges du Comité de Pilotage et pour discuter de la façon dont les interventions prévues par la KfW pourraient s'inscrire dans le cadre plus vaste de la présente initiative et pourraient éventuellement aider à mettre en œuvre les objectifs de cette initiative. Par conséquent, un tableau des actions cibles a été élaboré, afin d'assurer le bon fonctionnement du CP à l'avenir. Les membres du Comité de Pilotage ont convenu qu'il était nécessaire de communiquer régulièrement entre les réunions annuelles du CP et de s'informer mutuellement sur l'évolution des activités et sur des possibilités éventuelles pour les activités conjointes et la collecte de fonds.

De façon générale, certains objectifs principaux qui ressortent de la réunion du Comité de Pilotage sont le maintien d'une transparence, afin d'éviter des chevauchements de financements et de programmes, ainsi que des activités et des processus parallèles. Les membres du CP se doivent d'atteindre les échelons supérieurs au sein du gouvernement et il leur incombe également d'obtenir de nouveaux financements afin d'assurer le succès du projet. Les études et les rapports des différents comités techniques et des plateformes constitueront les chapitres respectifs du plan transfrontalier, qui sera développé au cours des prochains vingt-quatre (24) mois. Enfin, le CP a également convenu que cette initiative nécessite un soutien de haut niveau dans les deux gouvernements et un accord bipartite qui serait un moyen approprié pour garantir l'engagement des deux gouvernements. Un expert juridique sera consulté, afin d'élaborer un projet d'accord bipartite.

Il est à espérer que le Comité de Pilotage pourra continuer à montrer la voie pour les activités transfrontalières. Les partenaires devraient se mettre en contact avec le Comité de Pilotage pour s'assurer que les activités sont conformes à la vision du CP, complémentaires aux autres interventions et qu'il n'y a pas de processus parallèle ni de chevauchement dans les efforts. Il a été convenu à l'unanimité que la prochaine réunion du Comité de Pilotage se tiendra à Freetown en Sierra Leone en 2015 et serait présidée par l'UFM.

INTRODUCTION

Depuis 2009, les gouvernements de la Côte d'Ivoire et du Libéria œuvrent au développement d'une collaboration transfrontalière pour le Complexe Forestier de Taï-Grebo-Sapo (CFTGS), qui s'étend de part et d'autre de la frontière des deux pays et fait partie des trente-quatre (34) points chauds au monde disposant d'une biodiversité d'une importance extrême. Cette région est extrêmement importante pour la conservation d'innombrables espèces menacées et endémiques, telles que le chimpanzé d'Afrique de l'Ouest, le colobe rouge, l'hippopotame pygmée, diverses espèces exotiques de céphalophes et la mangouste du Libéria.

En somme, ce remarquable habitat de forêt tropicale héberge plus de 1.200 espèces de plantes (dont 300 sont endémiques), plus de 230 espèces d'oiseaux, 145 espèces de mammifères et de nombreuses autres espèces rares et endémiques. Le Complexe Forestier de Taï-Grebo-Sapo représente le plus grand bloc contigu de forêt tropicale humide de l'écosystème forestier de la Haute Guinée. En Côte d'Ivoire, il est constitué du Parc National de Taï (Réserve de Biosphère et Patrimoine Mondial de l'UNESCO) et de trois (3) forêts classées qui lui sont adjacentes (Cavally, Goin-Débé, Haute Dodo). Au Libéria, il est constitué du Parc National de Sapo, du Parc National Proposé de Grebo et d'une vaste concession forestière (connue sous le nom FMC F). Les deux gouvernements ont travaillé ensemble non seulement avec des acteurs locaux, mais également avec des internationaux depuis 2009, afin de mettre en place la collaboration transfrontalière de Taï-Grebo-Sapo.

La première réunion du Comité de Pilotage, présidée par l'Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR), a eu lieu en mars 2013 à Abidjan et a été organisée par la WCF et UNEP-GRASP. Lors de cette réunion, les points focaux (l'UFM, l'OIPR, la SODEFOR, la FDA, la WCF, la FFI, la Coopération Allemande et le facilitateur UNEP-GRASP) ont été nommés, et la vision globale pour le CFTS a été proposée et acceptée: « ***La conservation de la biodiversité et la gestion durable participative des ressources naturelles de l'écosystème du CFTS, prenant en compte le bien-être des populations locales*** ». Il a été convenu également convenu que le rôle du CP est de « ***promouvoir et encourager la collaboration transfrontalière pour atteindre les objectifs menant à la vision globale*** ». Le rapport complet de cette réunion peut être consulté en ligne (www.tai-sapo.org).

La deuxième réunion du Comité de Pilotage a eu lieu les 3 et 4 juin 2014 à Monrovia au Libéria. Elle a rassemblé les organes directeurs de la gestion des parcs, et et forêts du gouvernement libérien (Forest Development Agency, FDA), du gouvernement ivoirien (Office Ivoirien des Parcs et Réserves, OIPR et Société de Développement des Forêts, SODEFOR), des ONGs basées au Libéria (Fauna and Flora International, FFI) et en Côte d'Ivoire (Wild Chimpanzee Foundation, WCF) et des bailleurs de fonds/partenaires techniques et financiers (Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit, GIZ). Dr Johannes Refisch (Programme des Nations Unies pour l'Environnement-Partenariat pour la Survie des Grands Singes, UNEP-

GRASP), était le facilitateur de la réunion. Elle était présidée par le Directeur Général de la Forestry Development Authority. Le Ministre adjoint des Affaires Etrangères (Elias Shoniyin) a officiellement déclaré ouverte la réunion tandis que ses collègues du Ministère de l'Intérieur, du Ministère de la Justice et du Ministère de l'Agriculture du Libéria ont présenté quelques brèves observations concernant le premier jour de réunion. Le présent rapport établit en détail les résultats de la réunion.

TERMES DE REFERENCE DE LA DEUXIEME REUNION DU COMITE DE PILOTAGE (RCP)

L'objectif général était de surveiller et d'évaluer le développement actuel des activités menées à ce jour pour le CFTGS depuis la première réunion du Comité de Pilotage.

La réunion avait pour but en particulier de :

- Evaluer le processus et valider les modifications proposées pour les actions urgentes
- Discuter les options pour un accord bipartite entre le Libéria et la Côte d'Ivoire
- Discuter la mise en place d'un plan transfrontalier
- S'accorder sur les financements futurs du Comité de Pilotage et des comités techniques.
- Valider les TdRs des comités techniques proposés

PROGRAMME DE LA DEUXIEME REUNION DU COMITE DE PILOTAGE

Date	Activités
Jour 1	Synthèse CFTGS Corridor Taï-Sapo / Résumé RCP1
	Présentations de la FDA - Progrès réalisés au cours des derniers 12 mois
	Présentations de l'OIPR - Progrès réalisés au cours des derniers 12 mois
	Présentations de la SODEFOR - Progrès réalisés au cours des derniers 12 mois
	Présentations de la WCF - Progrès réalisés au cours des derniers 12 mois
	Présentation sommaire du processus transfrontalier et formalisation (GRASP)
	Présentation de la matrice d'actions urgentes finalisée, mettant en relief les exigences à couvrir
	Débat sur le travail effectué par le Comité de Pilotage
Jour 2	Débat sur le travail effectué par les comités techniques et identification des organismes directeurs
	Débat sur la marche à suivre concernant le plan stratégique transfrontalier
	Mise au point des démarches conduisant à un accord bipartite
	Débat sur les possibilités futures de financement du Comité de Pilotage
	Présentations des TdRs des comités techniques proposés

PROGRES REALISES DEPUIS LA PREMIERE REUNION DU COMITE DE PILOTAGE

Au cours de la matinée du premier jour de la deuxième RCP, plusieurs partenaires ont présenté leurs progrès réalisés au cours de l'année précédente.

L'OIPR a présenté des données relatives à leurs missions de surveillance dans le Parc National de Taï. En 2013, 183 patrouilles au total ont été effectuées par les agents de l'OIPR, soit 7.925 hommes.jours comme effort de patrouille effectué en forêt. Cet effort a permis d'arrêter 327 personnes dans la forêt (dont 188 orpailleurs et 73 braconniers) avec 71% des cas ayant débouché sur une condamnation. L'OIPR est également impliqué dans d'autres actions telles que le suivi écologique, la communication, l'éducation environnementale et l'éco-tourisme. L'OIPR a également réalisé différents ateliers et réunions en rapport avec la faisabilité des corridors au sein du CFTGS.

La SODEFOR a présenté des données relatives à son programme extensif d'éco-gardes, réalisé dans la Forêt Classée du Cavally. Au cours de l'année 2013, 16 missions ont été effectuées dans la Forêt Classée de Cavally pendant lesquelles les éco gardes ont détruit 150 hectares de cultures de cacao plantés de manière illégale et de nombreux criminels ont été arrêtés en forêt pour des infractions telles que l'exploitation minière, la chasse ou l'agriculture.

La FDA a présenté dans la mise à jour de ses activités de l'année précédente le recrutement de 11 agents de patrouille pour le Parc National Proposé de Grebo. La FDA a également travaillé en collaboration avec la KfW pour effectuer des études de faisabilité du corridor écologique de TGS. Elle a aussi travaillé aux côtés de la WCF pour des activités de sensibilisation et d'éducation de la population locale autour du Parc National Proposé de Grebo.

FFI a fait une présentation sur les activités de recherche menées par le Centre de conservation de Sapo au Parc National de Sapo au Liberia. Ceci inclus son appui à la FDA pour la relance du programme de suivi-écologique dans le parc, mais également un programme continue de sensibilisation sur la viande de brousse dans les communautés et les écoles situées autour du parc, et un inventaire d'oiseaux à l'intérieur et autour du parc. FFI a aussi décrit le programme de formation pratique de terrain qui se tient au centre de conservation de Sapo, ainsi que deux programmes de formation sur la conservation, divisés en 12 modules qui ont été insérés dans le curriculum sur la foresterie à l'université du Liberia.

La WCF a informé les participants présents au Comité de Pilotage des activités de l'année précédente, menées tant avec les partenaires du Libéria (FDA) que ceux de Côte d'Ivoire (OIPR et SODEFOR). Des programmes de suivi écologique extensifs ont continué au cours de la 9^{ème} phase au Parc National de Taï (en collaboration avec l'OIPR), tandis qu'au Libéria, le suivi écologique se poursuit au Parc National Proposé de Grebo (3^{ème} phase). Le suivi écologique est également en cours dans les nouvelles zones du Parc National Proposé de Grebo, qui comprennent la concession d'exploitation forestière du Forest Management Contract (FMC-"F")

et le corridor proposé traversant la concession forestière, ainsi que le corridor identifié pour relier la FMC-F au Parc National de Sapo. Des études de base spécifiques ont également été réalisées sur la prévention et la résolution de conflits, l'utilisation des terres ; elles s'étendent aux études sociologiques et à une étude sur le commerce et la consommation de la viande de brousse. Tous les rapports pourront être consultés en ligne. Deux (2) autres études de base sont toujours en cours et concernent une enquête sur l'utilisation des terres dans les corridors identifiés au Libéria. Une étude réalisée à l'aide de caméras piège permet d'avoir une idée précise des animaux qui traversent le fleuve Cavally dans les zones du corridor transfrontalier. La sensibilisation environnementale se poursuit également avec les consultations des communautés par rapport à la création du Parc National Proposé de Grebo comme un Parc National légal au Libéria. Autour du Parc National de Taï, l'éducation environnementale régulière se poursuit. La WCF soutient et donne une formation aux éco gardes dans la Forêt Classée du Cavally (en collaboration avec SODEFOR), dans les zones du Parc National de Taï d'une importance particulière (en collaboration avec OIPR) et enfin dans le Parc National Proposé de Grebo (en collaboration avec FDA). La WCF a également lancé un programme FLEGT dans la Forêt Classée de Cavally, afin de décourager l'exploitation forestière illégale, ainsi qu'une collaboration avec CIPEXI (Compagnie Ivoirienne de Promotion pour l'Exportation de l'Importation) qui examine des solutions alternatives d'agroforesterie, pour promouvoir l'extension du corridor le long de la rivière Hana entre le PNT et le PNPG.

MISE A JOUR DE LA MATRICE D' ACTIONS URGENTES

La matrice d'actions urgentes a été élaborée lors de la première RCP pour guider toutes les parties prenantes impliquées, en fournissant un ensemble d'actions pertinentes qui devraient être initialement réalisées sur une période de vingt-quatre (24) mois. Le tableau ci-dessous a été discuté lors de la RCP de 2014, les activités ont été réexaminées et toutes les nouvelles actions urgentes jugées nécessaires ont été ajoutées au tableau.

Matrice d'Actions Urgentes : La couleur verte dans la colonne "Progrès" signifie que l'activité concernée est soit commencée, soit terminée et est donc dans la droite ligne de ce qui a été discuté en 2013. La couleur rouge signifie que l'action n'a pas été examinée jusqu'à présent ou bien qu'il s'agit d'une nouvelle action identifiée en 2014. Les membres du CP ont été invités à utiliser cette matrice comme ligne directrice pour les résultats attendus avant la prochaine Réunion du Comité de Pilotage en 2015. Les commentaires concernant les différentes actions urgentes sont détaillés en dessous du tableau.

Menaces	Résultats attendus	Activités	Responsable(s)	Progrès
Marchés transfrontaliers de viande de brousse	Les espèces protégées au Libéria ne sont plus vendues sur le marché.	Deux (2) agents de FDA sont aux postes de Tempo et de Tassara pour confisquer la viande d'espèces protégées	FDA	En cours
		Conduite de campagnes de sensibilisation à Djouroutou, Taï, Tempo et Tassara	WCF, FFI, OIPR, FDA, SODEFOR	En cours
		Deux (2) agents des Eaux et Forêts sont positionnés aux postes frontaliers de Daobly et Djouroutou pour le saisie d'espèces protégées en provenance du Libéria	OIPR et SODEFOR	Besoin de plus d'informations et nécessité d'impliquer davantage les Eaux et Forêts dans le projet
Pression Humaine Illégale	Réduction des indices de chasse de 50%	Augmentation de la présence d'équipes anti-braconnage	FDA, OIPR	En cours (Financement par KfW attendu pour 2014, afin de promouvoir les activités de surveillance)
		Augmentation du personnel de terrain	FDA, OIPR, SODEFOR	En cours (Financement par KfW attendu en 2014 pour un appui)

	Toutes les activités d'exploitation minière illégales dans les APs sont stoppées.	Arrêter les activités d'exploitation minière à travers la surveillance et la sensibilisation	FDA, OIPR, SODEFOR	Besoin de clarification avec le Ministère des Terres, des Mines et de l'Énergie au Libéria (MTME). FDA devra mener des enquêtes complémentaires et intensifier les discussions avec MTME. A ces fins, la FDA réorganisera la mission dans la région Sud-Est.
	Les forêts dégradées par des plantations illégales sont réhabilitées et reboisées.	Réhabiliter les forêts en coupant les plantations illégales et en élaborant un programme de reboisement.	FDA, OIPR, SODEFOR	En cours
Manque de planification de l'utilisation des terres	Les plans pour l'utilisation des terres sont disponibles et reconnus.	Clarifier la localisation des sites officiels d'exploitation minière	FDA-Commission des Terres / SODEFOR	Problème national au Libéria, le travail est en cours. Ce procès pourra exiger plus de temps que prévu initialement. En CI, la SODEFOR devra clarifier cela et faire un rapport au CP.
		Clarifier la situation de la Concession F et la planification des terres au nord de Grebo	FDA	OK
		Elaborer des plans d'utilisation des terres avec toutes les parties prenantes	FDA	En cours
Manque de plans d'aménagement	Les plans d'aménagement sont élaborés et mis à jour.	Valider les plans d'aménagement des FCs du Cavally et de Goin-Débé	SODEFOR	En cours (au niveau des ministres), mais la Forêt Classée de Goin-Débé doit être avancée. Besoin de

				soutien financier supplémentaire.
Mise en œuvre inappropriée de la loi	Les lois officielles sont appliquées.	Soutenir la mise en œuvre des lois à travers des formations de procureurs, de magistrats, des autorités de la faune, de la police et des douaniers	FDA, SODEFOR, OIPR	Pas de soutien financier disponible jusqu'à présent
Des problèmes de sécurité tout le long de la frontière pourraient gêner le travail sur le terrain.	La sécurité devient le moindre des problèmes dans le travail de terrain.	Intensifier les contrôles de sécurité à la frontière (Grand Gedeh, River Gee), afin de réduire la chasse et l'extraction des cures dent.	OIPR, FDA, SODEFOR, UFM	NOUVEAU - UFM devra promouvoir l'importance de la région Taï-Grebo.
L'état des FCs menace l'intégrité du CFTGS.	Un plan d'action visant à assurer une limitation de la destruction du couvert forestier dans les forêts classées est établi.	Les parties prenantes développeront des idées clés concernant l'application stricte d'un aménagement des forêts.	SODEFOR	NOUVEAU
Le commerce de cures-dents dégrade la Forêt Nationale de Grebo.	Arrêter toute extraction de cures-dents au Parc National Proposé de Grebo (PNPG)	FDA mènera la sensibilisation et les patrouilles conjointes au sein et autour de Grebo avec MOJ, BIN, etc.	FDA	NOUVEAU

Discussions lors de la mise à jour de la Matrice d'Actions Urgentes :

En ce qui concerne le commerce de la viande de brousse du côté libérien, le Directeur Général (DG) de la FDA a demandé aux agents d'intensifier les patrouilles le long de la frontière avec la Côte d'Ivoire. (Ce sont entre autres le personnel de la FDA Région IV et du Parc National Proposé de Grebo, les autorités locales des Comtés de River Gee et Grand Gedeh). Des discussions sont nécessaires avec les forces de l'ordre conjointes dans la région et les autorités locales sur la manière de rendre plus efficaces les patrouilles à la frontière pour des raisons de sécurité ainsi que pour combattre le commerce illégal. Du côté ivoirien, la sensibilisation aux dangers de la consommation de la viande de brousse a augmenté ces derniers temps en raison de l'épidémie de la fièvre Ebola qui sévit en Afrique de l'Ouest. Ces efforts de sensibilisation ont été concentrés dans les écoles primaires, à l'intérieur et autour de la zone située entre le Parc National de Taï et la frontière libérienne. En ce qui concerne le stationnement de deux (2) agents des Eaux et Forêts à Djouroutou et Daobly au bord du Fleuve Cavally, l'OIPR a déclaré n'avoir pas eu d'information à ce sujet mais a précisé qu'une décision de mettre fin au commerce de viande de brousse provenant du Libéria à Taï a été prise au niveau des autorités préfectorales. L'OIPR s'efforcera toutefois de discuter de cela avec le ministère concerné.

La pression humaine illégale dans le CFTGS reste un problème important, qui doit être traité à long terme. La FDA a précisé que la sensibilisation au sein des communautés devrait être réalisée avant que l'application de la loi ne soit mise en œuvre. Cela permettra de s'assurer que les communautés sont conscientes de la loi, des pénalités qui s'ensuivent et auxquelles elles s'exposent en cas de violation de la loi. La FDA a ajouté que les patrouilles du côté libérien sont limitées à cause de l'insuffisance du financement, de la logistique et des forces de l'ordre qualifiées. Il y a plus de trente (30) agents formés et trente (30) assistants déployés depuis longtemps autour du Parc National de Sapo, mais il n'y a pas de financement, de logistique ni d'équipement pour les maintenir opérationnels. Du côté ivoirien, la SODEFOR a introduit sept (7) gardes supplémentaires dans la Forêt Classée du Cavally au cours de la dernière année, afin d'intensifier les patrouilles dans la région. En 2013, l'OIPR a renforcé considérablement sa présence dans le Parc National de Taï avec le déploiement de trente (30) agents forestiers stagiaires dans le parc et cette année encore, ce sont soixante (60) autres stagiaires qui sont venus compléter cet effectif. L'effectif total des agents utilisables pour la surveillance du parc est ainsi porté à cent cinquante (150) personnes impliquées dans la réalisation des missions de surveillance régulières du parc, avec des programmes spécifiques dans les zones telles que les zones de recherche scientifique et d'écotourisme ainsi que les zones sujettes à l'orpaillage et à l'exploitation agricole clandestins. La SODEFOR a également ajouté à ce sujet, que la destruction des plantations illégales au sein de la Forêt Classée du Cavally est en cours avec l'appui financier de STBC et de la WCF.

Certaines forêts classées, considérées en 2009 comme étapes importantes pour la mise en place du corridor écologique, ont été fortement déboisées et dégradées ou ont complètement disparu.

Cette tendance se poursuit en prenant une ampleur régionale/transfrontalière, car la déforestation, entraînant un déplacement des agriculteurs, a également été observée du côté libérien. La perte progressive des forêts classées compromet non seulement l'engagement de la CI à la REDD, mais également le processus transfrontalier. Il y a aussi un besoin urgent de corriger les cartes du couvert forestier ivoirien. Le gouvernement se réfère toujours aux données officielles de 2006, qui sont pourtant obsolètes, car de nombreuses forêts ont disparu depuis longtemps. Il s'agit d'un problème très complexe étant donné que les immigrants ont occupé certaines forêts dans la région de Taï et que certains sont armés, ils interdisent l'accès des forêts aux autorités responsables de leur gestion.

En ce qui concerne l'exploitation minière, la FDA souligne que cette activité reste une menace. Mais, ici, la situation est similaire en ce qui concerne le financement et la logistique pour le contrôle et la prévention d'une exploitation minière illégale. L'OIPR et la SODEFOR sont membres d'un comité qui suit les actions minières dans la périphérie du Parc National de Taï. Ce comité regroupe tous les organismes administratifs et les organismes de surveillance dans la région de la Nawa (côté Est du PNT). Le premier atelier de ce comité de pilotage a eu lieu en mai 2013. Actuellement, une stratégie est élaborée par les membres, pour savoir comment surveiller et lutter contre l'exploitation minière illégale dans la région.

Le manque de planification pour l'utilisation des terres a également été identifié comme action urgente pendant la première RCP et des deux côtés, des mises à jour ont été faites sur la question. La FDA a précisé que le Libéria a travaillé avec l'USAID qui a amené des experts du cadastre pour travailler dans toutes les concessions au Libéria. Un rapport préliminaire a été publié par le MTME. La Commission foncière (Land Commission) du Libéria deviendra bientôt le Ministère des Terres (Land Authority). Elle sera seule responsable pour les questions d'utilisation des terres au Libéria, ce qui devrait faciliter cette question à l'avenir. Le MTME a également élaboré une carte permettant de connaître les limites des concessions, afin d'harmoniser toutes les opérations de celles-ci et d'éviter des chevauchements. La FDA a été chargée de mener une étude de cartographie relative au couvert forestier (la forêt). Le premier rapport est en cours d'élaboration. L'étude sera ainsi réalisée à côté d'une étude complémentaire (effectuée par l'ITTA), qui a pour but de rechercher la même problématique. La FDA a également précisé que la concession FMC (dont le propriétaire et gérant est la Euro Logging Company) adjacente au Parc National Proposé de Grebo, réduira sa surface de 26.000 ha, afin de mettre en place un corridor qui devrait relier le PNPG et le PN de Sapo.

L'absence de plans d'aménagement pour les Forêts Classées du Goin-Débé et du Cavally a été identifiée antérieurement comme une menace à la mise en œuvre des objectifs du CP. La SODEFOR a indiqué que le plan d'aménagement pour la Forêt Classée du Cavally a été accepté, mais doit être encore ratifié au niveau des ministres. Les corrections ont été faites pour commencer la mise en œuvre du plan d'aménagement. Le plan d'aménagement pour la Forêt

Classée du Goin-Débé est toujours en cours de révision et la correction devrait être terminée à la fin de l'année 2014.

La mise en œuvre et l'application de la loi en Côte d'Ivoire et au Libéria demeure également un sujet de préoccupation. Le CP a eu l'impression que les lois n'ont pas suffisamment été appliquées, afin de dissuader des menaces anthropiques dans les aires protégées. La FDA a précisé que l'ancienne loi relative à la faune n'a pas été assez stricte. Une nouvelle loi, plus ferme, a été rédigée et envoyée au bureau du Président du Libéria il y a cinq ans, afin de la réviser et la soumettre à la Législature. Mais le projet de loi demeure au bureau présidentiel. La FDA a ajouté que cette loi devrait être signée et mise en œuvre avant la fin de l'année 2014. La SODEFOR a déclaré qu'une séance de travail a été réalisée avec la WCF pour analyser les infractions forestières (financé par UE-FAO). Ils ont également signé un mandat d'observation indépendante dans le cadre du FLEGT dans le but de rendre le commerce du bois en Côte d'Ivoire plus transparent et légal. L'OIPR mène diverses actions pour améliorer la collaboration avec les autorités judiciaires, afin d'assurer l'application de la loi relative aux aires protégées au niveau du Parc National de Taï. Ces actions seront poursuivies par l'OIPR et l'objectif visé est d'amener ces juridictions à infliger des sanctions exemplaires aux contrevenants. Il s'agit par exemple de peines d'emprisonnement ferme de 6 mois minimum. La WCF a déclaré avoir demandé un soutien financier en collaboration avec l'Environmental Law Institute (Institut du droit de l'environnement), afin de former les personnes exécutant la loi concernant la faune et la législation sur les ressources naturelles.

Trois (3) nouvelles actions urgentes ont été ajoutées au tableau. Au cours des derniers mois, les problèmes de sécurité ont augmenté à l'intérieur et autour de la zone frontalière. Pour cette raison, il a été décidé que ce sujet devra faire partie de la RCP pour prévenir toute interruption des activités dans la région concernant le CP. Tous les organismes gouvernementaux ont été sollicités pour soutenir cette action, avec la possibilité de mettre en œuvre des patrouilles conjointes pour veiller à la sécurité. L'UFM a déjà exécuté des patrouilles frontalières conjointes depuis plus d'un an. Elle a donc été chargée d'analyser la possibilité d'intensifier ces patrouilles. La SODEFOR a également été chargée de travailler à la rédaction d'un plan d'action pour prévenir une perte additionnelle du couvert forestier dans la Forêt Classée du Cavally. Toutes les parties prenantes ont été sollicitées pour développer des idées, afin d'y apporter un appui. Enfin, la WCF et la FDA ont découvert un grand nombre de campements d'exploitation de cure-dents à l'intérieur des limites du PNPG, lors du programme de suivi écologique au Parc National Proposé de Grebo (PNPG). La FDA a été chargée de réaliser des programmes de sensibilisation et de patrouilles conjointes à l'intérieur et autour du PNPG pour arrêter cette activité. La FDA a annulé toute délivrance de permis et mènera une enquête.

MISE A JOUR SUR LES COMITES TECHNIQUES ET LES PLATEFORMES

Des discussions en profondeur sur les TdRs rédigés pour les comités techniques ont eu lieu et ont été développées. Il a été convenu qu'à l'aide du financement obtenu par la WCF (grâce à WWF, BMZ et PNUD-GRASP), les CTs devront tous se réunir avant la fin de l'année 2014. De plus, les organes directeurs, les bailleurs de fonds, les concepteurs et les personnes ressources ont été identifiés lors de la deuxième RCP. Un calendrier approximatif pour la finalisation des travaux des comités respectifs a également pu être complété. Le tableau ci-dessous montre les TdRs actualisés pour les différents comités et la plateforme ainsi que leurs responsabilités et leurs possibilités de financement.

COMITE POUR LA LEGISLATION ET L'APPLICATION DE LA LOI

Résultats Attendus	Activités	Organe directeur	Bailleur de fonds	Opérateur	Personne Ressource	Délais	Remarques
Examen et analyse des insuffisances de la législation existante pour la conservation du paysage transfrontalier	Elaboration des TdRs par un expert juridique pour une étude technique	UNEP	UNEP	Conseiller	UICN	Fin 2014/ début 2015	(UNEP financera cela, se référer à Stephane Doumbe Bille présent lors de la réunion en 2009) - Si, après 3 mois, UNEP ne peut pas obtenir des fonds, GIZ a dit qu'il pourra probablement financer cette étude.
	Suggestions d'harmonisation des lois pour faciliter la collaboration transfrontalière	UNEP	UNEP	Conseiller		2015	Le conseiller (le rapport devrait être rédigé sous forme d'un chapitre du plan transfrontalier)
Un accord transfrontalier est signé.	Elaborer un accord bipartite pour démontrer et garantir l'engagement des deux (2) pays (Besoin d'une personne ayant une formation juridique).	UNEP	UNEP	Conseiller		2015	Besoin d'identifier la personne ayant une formation juridique et de l'expérience dans ces documents juridiques

Arrêt du commerce des espèces protégées au Libéria sur le marché de viande de brousse transfrontalier	Clarifier la légalité du commerce de viande de brousse entre le Libéria et la Côte d'Ivoire.						Complètement interdit par la FDA en 2014
	Encourager le contrôle du commerce illégal des espèces protégées au Libéria dans les marchés transfrontaliers et la récolte de produits forestiers non-ligneux (PFNL) dans les APs	FDA, SODEFOR, OIPR	UNEP/WWF (réunion)	Eaux et Forêts/ FDA	Autorités locales, chefs traditionnels, Département de conservation de la FDA (gestionnaires de la faune sauvage)	En continu	Les Eaux et Forêts en Côte d'Ivoire sont responsables d'assister la FDA davantage et devraient donc être contactés par les membres ivoiriens du CP. Il a été mentionné qu'une réunion CT sur ce sujet pourra être organisée en même temps que les réunions conjointes relatives à la sécurité frontalière.
	Renforcer les capacités dans le système juridique et soutenir les patrouilles	FDA, SODEFOR, OIPR	WCF/GIZ	ELI	ICCWC	2015	La FDA a besoin d'intensifier les patrouilles à la frontière. Cela peut être d'abord soutenu par la WCF, puis la GIZ. L'ICCWC a également été identifié par UNEP-GRASP comme partenaire potentiel, mais ses capacités sont limitées.
Les corridors naturels sont identifiés et sécurisés (FCGD - FCC - PNPG).	Augmentation des patrouilles pour l'application de la loi dans les corridors naturels	SODEFOR / FDA	WCF / KfW	SODEFOR / FDA		Fin 2014	

Il a été reconnu que les membres du RCP ne disposent pas de l'expertise appropriée pour effectuer l'analyse de lacunes, de la législation et des accords transfrontaliers concernant ce CT. Pour cette raison, il a été convenu que l'appui d'un conseiller est nécessaire. UNEP-GRASP a été identifié comme l'organisme responsable de l'identification d'une personne capable d'effectuer les tâches pertinentes pour ces activités. UNEP-GRASP a également évoqué sa capacité à financer ces activités. Toutefois, d'autres discussions internes seront nécessaires avant la confirmation de cette information. Les membres de la RCP ont convenu qu'un délai de trois (3) mois serait accordé à UNEP-GRASP pour obtenir l'autorisation. En cas de non-accord, la GIZ deviendra l'organisme directeur et financera cet aspect du Comité de la Législation et l'Application de la Loi. Il a également été proposé, que si l'accord transfrontalier est élaboré, l'UICN pourra être impliqué, pour réviser et valider chaque chapitre de cet accord.

COMITE POUR L'UTILISATION DES TERRES ET LEUR VALORISATION

Résultats Attendus	Activités	Organisme directeur	Bailleur de fonds	Opérateur	Personne Ressource	Délais	Remarques
Un plan d'aménagement permettant d'augmenter la surface des aires protégées et gérées de manière durable	Clarifier l'utilisation des terres dans le complexe (cartographie)	KfW/FDA/MinEF	KfW ?	Conseiller ?	Rob Craig, AWF ?, WCF	Au milieu de l'année 2015	La WCF a commencé à effectuer des recherches sur l'utilisation des terres des deux côtés du CFTGS. Ce projet pourra potentiellement être financé par le FEM si le Libéria et la Côte d'Ivoire participent ensemble. Consultant pour mener ce comité sera identifier à l'issue des discussions avec KfW et GIZ.
	Identifier l'utilisation des terres dans les corridors identifiés	KfW/FDA/MinEF	KfW ?	Conseiller ?	Rob Craig, AWF ?, WCF	Au milieu de l'année 2015	
	Proposer l'emplacement de nouveaux corridors potentiels	KfW/FDA/MinEF	KfW ?	Conseiller ?	Rob Craig, AWF ?, WCF	Au milieu de l'année 2015	
	Identifier les limites du CFTGS pour une maximisation des aires protégées et	KfW/FDA/MinEF	KfW ?	Conseiller ?	Rob Craig, AWF?, WCF	Au milieu de l'année	

	gérées de manière durable					2015	
	Réévaluer l'équilibre entre l'usage commercial de la forêt et celui de sa conservation	GIZ/FDA	GIZ	Conseiller		Au milieu de l'année 2015	Côté libérien

Il a été noté que vu la complexité de l'utilisation des terres et leur valorisation, ce serait important que ce comité soit géré d'une manière participative et transparente. Les membres du CP ont proposé que la KfW, en raison de leurs fonds importants et disponibles pour le développement et mise en œuvre du corridor, serait bien placée pour coordonner et appuyer les actions requises proposées sous le Comité pour l'Utilisation des Terres et leur Valorisation. Comme la KfW n'a pas été représentée lors de la deuxième RCP, pour éviter les chevauchements des fonds limités et les activités il a été convenu que le représentant de la GIZ contactera la KfW, afin de clarifier leur calendrier, TdRs et les activités proposées. Tous les membres du CP devraient s'informer mutuellement à l'avance sur toutes les activités qu'ils exécutent ou qu'ils sont sur le point d'entreprendre.

COMITE POUR LE DEVELOPPEMENT DE PAIEMENTS POUR LES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX

Résultats Attendus	Activités	Organisme directeur	Bailleur de fonds	Opérateur	Personne Ressource	Délais	Remarques
Des mécanismes de Paiements pour les Services Environnementaux (PSE) sont identifiés et contribuent à un financement durable pour le CFTGS.	Identifier les opportunités de PSE		KfW/GIZ	Conseiller	FFI, CI	2014/2015	Des deux côtés de la frontière ; la GIZ du côté ivoirien, analysant les opportunités de PSE avec l'OIPR.
	Mettre en œuvre une étude de faisabilité du REDD+ au CFTGS		KfW?	Conseiller	REDD, UN REDD, FFI, CI, personnes visées REDD (FDA,	2014/2015	
	Analyser les systèmes fonciers, les défis et élaborer des solutions			KfW?		UN Habitat,	Le gouvernement ivoirien a contacté UN Habitat en 2013, afin de soutenir les enjeux des systèmes fonciers. UN Habitat est déjà actif par rapport à cette question au Libéria à l'échelle nationale.
La consommation de la viande de brousse dans le CFTGS diminue de 50%.	Proposer des alternatives au commerce et à la consommation de la viande de brousse dans le CFTGS	FDA, OIPR, SODEFOR	GIZ, KfW, WCF,		Direction en charge de la faune, FDA, FFI, WCF, communautés		Des études ont été réalisées autour de Taï, Grebo, Sapo et il a été proposé qu'une base de données consolidée soit mise en place pour toutes les données concernant la viande de brousse.

Récolte durable et avantages économiques des PFNLs	Identifier des potentiels des PFNLs en tant qu'incitations économiques pour les communautés locales	GIZ	GIZ (Libéria) et CI	Conseiller	FFI,		
--	---	-----	---------------------	------------	------	--	--

Tous les membres ont convenu que ce comité technique serait probablement le plus difficile à rendre bien opérationnel et qu'il peut s'écouler plus de cinq ans avant qu'un mécanisme de PSE ne puisse devenir fonctionnel et rentable. La FDA a déclaré qu'ils sont actuellement en train de négocier avec la Norvège, afin de développer un mécanisme de paiements à long terme pour les services environnementaux et les négociations continuent. La FDA a ajouté que toutes les discussions sur les documents concernant le partenariat norvégien seront partagées avec les ONGs du Libéria, afin de garantir leur transparence. La FFI a précisé qu'elle a eu des expériences dans la mise en œuvre des projets REDD+ dans quelques régions du Libéria (financé par Norad) pendant les cinq (5) dernières années. La FFI a piloté des projets REDD+ au sein de la Réserve du Lac Piso et de la Réserve Naturelle Proposée de Wonegizi. Un de ces projets a débuté au District de Tarjuowon, Comté de Sinoe, au Libéria, et a pu être exécuté à 60 %, en raison de l'émission d'un contrat d'exploitation forestière (Permis à usage privé (PUP) dans la même région par la communauté locale et l'administration du district). La FFI espère que le projet REDD+ pourra continuer au Libéria et compte sur le soutien d'une équipe de Cambridge pour donner un appui sur place au Libéria dans un avenir proche. Tous les partenaires ont convenu qu'il faut conduire des études pilotes pour financer les meilleurs mécanismes PSE et que les fonds de la KfW devraient probablement financer ces études. La Côte d'Ivoire est un pays pilote pour UN-REDD. C'est également un pays soutenu par le Fonds de partenariat du carbone forestier (FCPF) de la Banque Mondiale et dispose d'une unité nationale de coordination REDD+ opérationnelle sous la tutelle du Ministère de l'Environnement avec des points focaux dans d'autres ministères compétents. Le Libéria est également un pays soutenu par le FCPF de la Banque mondiale. L'engagement des deux pays dans les initiatives globales de REDD+ offre des opportunités pour canaliser l'utilisation de certains fonds du REDD+ vers le projet d'un corridor écologique. Dans un avenir proche, une UN-REDD Academy sera ouverte dans chaque région où il serait idéal d'envoyer un représentant de chaque pays, afin de recevoir une formation adéquate.

PLATEFORME POUR LA PREVENTION ET LA RESOLUTION DES CONFLITS

Résultats Attendus	Activités	Organisme directeur	Bailleur de fonds	Opérateur	Personne Ressource	Délais	Remarques
Une plateforme est mise en œuvre et les conflits sont évités/réglés.	Identifier les potentiels conflits concernant la conservation du complexe	IISD	GIZ, KfW?	IISD			Une étude de base a été effectuée en CI.
	Mettre en œuvre la plateforme pour la prévention des conflits	IISD	BMZ/ WWF, WCF, KfW ?	IISD	(OIPR, WCF, autorités locales, principaux, etc.), (FDA, WCF, GIZ, autorités locales, principaux, etc.)		Plus de fonds sont nécessaires pour une baisse à long terme. La première plateforme devrait être mise en place pour le conflit Tai-Saro côté Côte d'Ivoire
	Mettre en place une meilleure communication entre les parties prenantes, y compris la population locale	IISD		Plateforme	FDA, SODEFOR, OIPR		Un comité consultatif (national) devrait être mis en place, afin d'intensifier la communication sur le projet, la prévention de conflits, etc.

Il a été décidé que l'IISD soit l'organisme directeur pour cette plateforme. L'IISD travaille normalement à travers une organisation locale et a soumis des propositions conjointes avec UNEP-GRASP. De plus, il a dirigé l'étude de base en Côte d'Ivoire. Il a également été convenu qu'un comité consultatif local devra être mis en place dans le but principal d'augmenter la communication sur le projet et de prévenir tout nouveau conflit. Les moyens financiers de BMZ sont actuellement disponibles et pourraient être utilisés, afin d'organiser la visite de l'IISD pour essayer de résoudre le conflit Tai-Saro du côté ivoirien de la frontière. La communication sur le projet a été freinée par la forte opposition des populations locales. Cette situation a été à l'origine de vives tensions entre les porteurs du projet (OIPR, WCF, partenaires techniques et financiers) et ces populations. Toutefois, des négociations conduites entre février et mars 2014 entre les différentes parties prenantes ont permis un tant soit peu, de faire baisser cette tension.

AUTRES SUJETS DISCUTES

De courts débats sur l'accord bipartite et le plan stratégique transfrontalier, ainsi que les possibilités de financements futurs des réunions du Comité de Pilotage ont eu lieu. Les deux gouvernements ont convenu que l'accord bipartite au niveau des ministres serait important et devrait être la prochaine étape pour que la collaboration transfrontalière aboutisse. Tous les représentants des gouvernements ont déclaré s'efforcer pour y arriver. Ils s'efforceront également de promouvoir le projet dans leurs gouvernements respectifs. En ce qui concerne le plan stratégique transfrontalier, les activités et études réalisées par les comités techniques seront la base pour les chapitres respectifs du plan qui seront dressés par la suite par un consultant. Le CP feront des commentaires après et pourront l'envoyer aux gouvernements pour approbation. Enfin, des questions ont été soulevées relatives au financement futur du CP. La GIZ et UNEP-GRASP ont précisé qu'ils seront capables de trouver des fonds adéquats dans l'avenir.

ACTIONS CIBLES DEVELOPPEES LORS DE LA DEUXIEME REUNION DU COMITE DE PILOTAGE

Bon nombre d'actions cibles ont été élaborées lors de la deuxième réunion du Comité de Pilotage. Certaines activités, qui ne sont pas énumérées dans les tableaux ci-dessus, ont pour but de soutenir le fonctionnement de la collaboration transfrontalière et également d'aboutir à ses objectifs. Le facteur le plus important résultant de cette discussion était la communication entre les membres du CP. Ils ont souligné que les réunions devraient avoir lieu plus régulièrement et qu'un bulletin trimestriel devrait être diffusé aux membres, afin de pouvoir s'informer sur les actions menées par chacun et leurs progrès. Il a été convenu pour l'instant que la WCF serait responsable d'assurer la communication trimestrielle entre tous les membres du comité. De plus, afin de permettre au projet d'avancer, le CP a besoin d'atteindre des échelons supérieurs des gouvernements ivoiriens et libériens. A ces fins, il serait nécessaire d'élaborer des plans. Du côté ivoirien, le Ministère des Eaux et Forêts doit être plus impliqué au sein du CP, étant donné qu'il contrôle toutes les forêts en dehors des parcs nationaux et réserves naturelles.

Résultats attendus	Activités/Points d'actions	Responsable(s)	Délais	Remarques
L'évaluation environnementale post-conflit est connue pour la Côte d'Ivoire.	L'OIPR et la SODEFOR se concertent et analysent ensemble l'état du rapport. Ils évaluent la possibilité de porter certains aspects à l'attention des grandes communautés de bailleurs de fonds. Ensuite, ils devront faire un rapport au CP.	OIPR et SODEFOR	1er septembre	
Le gouvernement ivoirien donne son accord pour l'implication du Ministère des Eaux et Forêts.	OIPR et SODEFOR contactent le ministère afin de discuter l'implication.	OIPR et SODEFOR	1er septembre	
Des rapports trimestriels sont élaborés et distribués aux partenaires et le dialogue ouvert est maintenu.	Communication avec les membres du CP sur une base trimestrielle, afin d'assurer les discussions sur des questions urgentes, travaux finalisés, etc.	WCF	Trimestriel	Développer un outil/modèle
Les ministres sont mis au courant sur le projet du CFTGS et les pas vers un accord bipartite sont franchis.	Organiser une réunion du Cabinet au Libéria	FDA	1er septembre	Probablement au mois de juillet
	Préparer un projet de communication à présenter aux ministres compétents	SODEFOR, OIPR	1er septembre	
Délais pour les réunions du CT et la plateforme de conflits (Taï-Saro)	Planifier des dates pour la réunion du CT en 2015, l'UFM a proposé de l'accueillir.	WCF	30 juin	WCF devra examiner cela et échangera avec le CP pour des propositions.

Le site internet est mis à jour.	Envoyer des rapports récents, documents de la RCP 1 et 2 à UNEP-GRASP pour mettre à jour le site internet www.tai-sapo.org	WCF	1er Septembre	
Les fonds potentiels du FEM ont été mis à disposition pour le CFTGS du côté ivoirien	Lobbying avec le FEM en Côte d'Ivoire	OIPR	30 juin	UNEP peut aider à cet égard comme UNEP est impliqué dans les projets du FEM en CI.
	Contacteur le Libéria, afin d'examiner des possibilités d'une demande de fonds conjointe au FEM pour le CFTGS	OIPR	30 juin	voir ci-dessus

CONCLUSION ET PERSPECTIVES

En conclusion, la deuxième Réunion du Comité de Pilotage pour le Complexe Forestier de Taï-Grebo-Sapo a permis au comité de renforcer davantage le cadre élaboré en 2013. Le comité a récapitulé les activités de l'année précédente, qui montrent l'engagement de tous les partenaires impliqués, dans le but de faire avancer le projet et d'assurer son succès. Pendant la deuxième Réunion du Comité de Pilotage, il a été décidé que les premières réunions des comités techniques devraient avoir lieu avant la fin de l'année 2014. Certaines améliorations des actions urgentes existantes ont été réalisées, ainsi que la mise en place d'autres activités et d'une liste d'actions cibles pour que le projet réussisse. Pour permettre au projet transfrontalier de mettre en œuvre ces objectifs pour la conservation de la biodiversité dans la région Taï-Sapo avec succès, différentes mesures devront être prises en compte, afin d'assurer le bien-être des populations locales dans la région. Le CP éprouve le besoin de mettre en place quelques actions urgentes pour protéger le CFTGS. Un soutien financier est nécessaire rapidement afin de permettre aux deux gouvernements de mettre en place ces actions. Le CP s'adresse aux bailleurs de fonds, y compris la KfW, pour donner un appui aux actions urgentes énumérées, afin de faire le lien avec le CP pour éviter des processus en parallèle et une duplication des efforts.

L'une des menaces majeures pour la conservation de la région est le commerce illégal continu de viande de brousse et de cure-dents, ainsi que des problèmes réguliers de sécurité actuellement en cours à la frontière entre le Libéria et la Côte d'Ivoire dans la région sud. Cette année, 2014, le CP a réussi à interdire le commerce de la viande de brousse en collaboration avec le gouvernement libérien. Du côté ivoirien, la sensibilisation intense relative aux risques pour la santé liés à la consommation de la viande de brousse et la fermeture de deux (2) marchés transfrontaliers se sont avérées un succès pour les efforts de mettre fin à ce commerce. Malgré le fait que le commerce soit toujours en cours, d'autres mesures ont été présentées lors de la deuxième Réunion du Comité de Pilotage. L'OIPR et la SODEFOR ont convenu de contacter le Ministère des Eaux et Forêts, afin d'obtenir davantage de soutien pour arrêter ce commerce. Les problèmes de sécurité pourraient également empêcher les membres du CP d'exécuter leurs activités dans la région frontalière, et la FDA est déjà entrée en contact avec des agents pour intensifier les patrouilles autour de la frontière. L'UFM a effectué des patrouilles régulières dans la région depuis un an maintenant.

Les membres du Comité de Pilotage ont également convenu que, dès que des moyens financiers seront disponibles, les comités techniques devront se réunir avant la fin de l'année 2014. A ces fins, les organismes directeurs, les bailleurs de fonds, les concepteurs et les personnes ressources ont été identifiés pendant la deuxième RCP. Un calendrier approximatif pour la finalisation des travaux des comités respectifs a également pu être mis en place.

Pendant la RCP 2014, il a été aussi évoqué la nécessité d'avoir des membres appartenant aux hautes instances du gouvernement pour promouvoir le projet. La FDA a présenté son programme

pour communiquer le travail du CP au niveau ministériel à travers une réunion avec le cabinet libérien, qui aura probablement lieu en juillet 2014. Il est évident que la sensibilisation au niveau gouvernemental est nécessaire, étant donné que le projet a besoin d'un membre du gouvernement officiel et de haut rang qui pourra promouvoir le projet pour assurer son succès. Du côté ivoirien, le représentant de la SODEFOR a assuré que cette information sera transmise à son ministère de tutelle (le ministre), qui communiquera le message aux autres représentants du gouvernement national.

Enfin, un ensemble d'actions cibles basé sur les résultats des discussions de ces deux jours de réunion, a été élaboré pendant la réunion de cette année. Ces actions cibles se concentrent en première ligne sur le bon fonctionnement et la promotion du projet. Il a été convenu que la communication entre les membres sera intensifiée par des échanges à un rythme trimestriel et des communications ad hoc en cas de besoin. Indépendamment de cela, il a été mentionné que le site internet de la RCP n'a pas été mis à jour depuis un certain temps. Pour cette raison, les documents devraient régulièrement être envoyés au serveur, afin de tenir à jour les informations qui seront accessibles à tout le monde. GRASP a proposé d'entretenir et de mettre à jour le site internet.

Le message global de cette deuxième Réunion du Comité de Pilotage était basé sur le besoin de promouvoir la transparence tout au long du processus. Tous les membres du CP doivent être au courant des activités de chacun, afin de prévenir un chevauchement de programmes, d'activités et en particulier de moyens financiers qui demeurent très limités. A ces fins, tous les membres ont convenu que l'intensification de la communication évitera toute réplique de résultats inutiles.

Le problème de soutien financier et les places vides des « donateurs » dans le CP n'a pas pu être résolu car la KfW, représentant le soutien technique et financier, ne peut pas représenter les bailleurs de fonds différents selon le mandat qui leur a été confié. Le Comité de Pilotage assume le rôle de direction et de facilitation. Les membres du Comité de Pilotage devront faciliter le contact avec de nouveaux partenaires et bailleurs de fonds et donner un appui liant le processus transfrontalier à d'autres processus à grande échelle au niveau national et international.

ANNEXE 1: Liste de participants à la Deuxième Réunion du Comité de Pilotage pour le TSFC

MEMBRES	ORGANISATION	FONCTIONS	TELEPHONE	EMAIL
Brice NEHOUN	OIPR	Directeur Adjoint de Zone Sud-Ouest	+225 34722299	Brice.nehoun@oipr.ci
Allou KOUASSI	SODEFOR	DCG Man	+225 077978386	alloukouassi@gmail.com
Harrison KARNWEA	FDA	Directeur Général	+231 (0)886513358	hkarnwea@yahoo.com
Blamah GOLL	FDA	Directeur technique intérimaire pour la Conservation	+231 (0)886581397	blamahg@yahoo.com
Lawrence MORRIS	UFM	Résident représentatif	+231 (0)777166824	slmorris50@yahoo.com
Marina Mdaihl	GIZ	Directrice pays du bureau	+232 780200355	marina.mdaihl@giz.de
Dervla DOWD	WCF	Directrice	+231 (0)886533495	Dervla.dowd@gmail.com
Mary Molokwu	FFI	TA Education et Recherche	+231 (0)880705048	Mary.molokwu@fauna-flora.org
Modérateur	ORGANISATION	FONCTIONS	TELEPHONE	EMAIL
Johannes REFISCH	PNUD-GRASP	Gestionnaire du Projet	+254 785648707	Johannes.refisch@unepgrasp.org
Observateurs	ORGANISATION	FONCTIONS	TELEPHONE	EMAIL
Ilka HERBINGER	WWF	Responsable de Programme, Afrique		Ilka.herbinger@wwf.de